

TIZI-OUZOU

**Un militant FFS
interpellé
dans le cadre
de la
campagne
pour le boycott**

Un militant de la section de Ouaguenoun du Front des forces socialistes a été interpellé dimanche 29 mars vers 16h, non loin de l'entrée est de Tizi-Ouzou en possession d'appels au boycott de l'élection présidentielle du 9 avril prochain.

Conduit à la Sûreté de wilaya où il a été retenu pour audition jusqu'à 20h, l'intéressé aurait subi un interrogatoire musclé et a été contraint de signer un procès verbal où il est accusé de distribution de matériel subversif, a indiqué un élément de la Fédération. Ce dernier précisera, par ailleurs, que le véhicule à bord duquel se trouvait le militant du FFS au moment de son interpellation, au niveau du barrage fixe de la station d'essence de la famille Chabane, ainsi que le matériel de campagne contre la participation à l'élection ont été confisqués par la police.

Notre interlocuteur, avocat de son état et élu à l'APC de Tizi-Ouzou, signale, par ailleurs, l'interpellation d'autres militants lors de la virée électorale du président-candidat à Tizi-Ouzou dont certains auraient subi des intimidations du genre «votre comportement est incompatible avec votre statut de fonctionnaire». Toujours dans le même contexte, il dénoncera le refus de l'administration de délivrer au FFS des autorisations visant à faire campagne pour le boycott, comme le voudrait la démocratie, infirmant ainsi dans les faits les propos tenus à ce propos, aux journalistes par le ministre de l'Intérieur à l'ouverture de la présente campagne électorale.

De ce fait, le premier secrétaire du parti sera contraint de tenir son meeting prévu pour jeudi à 10h à Tizi-Ouzou sur la voie publique, face au siège de sa section locale a déclaré la même source qui annonce, à cet égard, une déclaration de la Fédération de Tizi-Ouzou

B. T.

DÉCÈS

Les familles Aït Kaça, Allouache, Sellou et Meddour ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de leur cher et regretté **Aït Kaça Mohand Arab** le lundi 30 mars 2009. La levée du corps se fera aujourd'hui en son domicile mortuaire, 5, rue Mohamed-Gacem, El-Mouradia. L'enterrement aura lieu au cimetière de Garidi. *A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*

BOUTEFLIKA À CHLEF ET AÏN-DEFLA

«Sans l'armée, l'Etat se serait effondré»

De Chlef où il était hier pour poursuivre sa campagne électorale, Bouteflika charge une nouvelle fois les islamistes : «Je m'en remets à Dieu pour tout ce qu'ils ont fait» !

De notre envoyé spécial à Chlef et Aïn-Defla, Kamel Amarni

Fief de la Wilaya IV historique, Chlef, ex-El-Asnam, est une wilaya qui n'a pas été particulièrement gâtée par le sort. «Punie» par le pouvoir après 1962 pour avoir osé défier, avec la Wilaya III et la Zone autonome d'Alger, le fameux clan de Oujda, Chlef connaîtra également un séisme dévastateur en 1980, deux autres catastrophes naturelles, depuis et surtout, connaîtra une vague terroriste ravageuse pendant plus de dix ans. Bouteflika pouvait, dès lors, entamer, sans de plus amples introductions, son sujet «fétiche» durant sa campagne. «Je connais cette wilaya depuis 1957, depuis qu'un grand dirigeant, Omar Belmahdjoub, y dirigeait la révolution. Bien entendu, c'est une région de moudjahidi-

ne», commencera par dire le président-candidat qui n'ignore pas que son passage en 2005 dans la ville a énormément déçu les Chelfaouis. Il enchaîne, d'ailleurs, «mais c'est également une wilaya où il y a eu d'énormes problèmes durant la révolution et dont les conséquences, vous avez continué à les subir même après l'indépendance». Il parlait des «conséquences» politiques. Par la suite, «vous avez été frappés par deux désastres majeurs : un séisme et le terrorisme. Oui ! Vous avez été les plus touchés par le terrorisme. Et en votre nom à tous, je voudrais rendre un vibrant hommage à l'Armée nationale populaire et aux partisans (c'est le mot par lequel Bouteflika désigne les patriotes). Il faut bien le dire,

sans l'Armée nationale populaire, l'Etat algérien se serait effondré». Décidément, Bouteflika s'éloigne chaque jour davantage de cette espèce de «neutralité négative» consistant à se mettre à équidistance de «ceux-ci ou ceux-là » ! Il persiste : «Vous avez souffert, dans cette wilaya, du séisme d'abord mais aussi des méfaits de ceux d'entre nos enfants qui ont martyrisé ce pays, y ont semé la peur et la mort. Nous ne nourrissons aucune haine particulière envers eux mais je leur dis simplement ceci : je m'en remets à Dieu pour tout ce qu'ils nous ont fait » !

Parlant, par la suite, de ce qu'il a lui-même fait depuis dix ans et ce qu'il compte faire pour les cinq années à venir, Bouteflika dira : «Nous avons engagé un programme et lancé d'énormes projets durant la décennie écoulée (...) Et après tout cela, on me dit : "Nous n'avons rien, nous sommes malheureux... mahgourine" ! Mais pourquoi, pardi ? Ce genre de

constat est la meilleure façon de saper le moral pour un responsable. Vous savez, un remerciement, un petit mot gentil suffit amplement à un responsable pour être heureux.» Il explique encore son propos. «Cela fait des années que nous cherchons des solutions et à chaque fois qu'on en trouve une, on me dit : non ! Cette solution ne nous convient pas ! Ecoutez, moi, je m'occupe de tout ce qui est en dehors de vos maisons. Pour l'intérieur, c'est votre affaire, pas la mienne !» Il parlait notamment des occupants de vieilles bâtisses coloniales au centre-

ville de Chlef et qui ne veulent toujours pas les quitter, bien qu'elles menacent ruine : «Les problèmes, on les règle progressivement. Pas du jour au lendemain. Moi je ne suis pas venu avec un programme. Mon programme, c'est mon bilan et je propose la continuité. Et si cette continuité vous intéresse, vous connaissez l'adresse.» La réponse de l'assistance est immédiate : «C'est vous !» Dans l'après-midi d'hier, Bouteflika s'est également rendu dans la wilaya de Aïn-Defla pour un «énième» bain de foule.

K. A.

Le président ne visitera aucune wilaya demain

Abdelaziz Bouteflika ne se rendra dans aucune wilaya de l'intérieur du pays, demain mercredi, dans le cadre de sa campagne électorale. Cette journée, le président-candidat la consacrera à une activité électorale à Alger où il assistera à la projection de l'avant-première d'un film sur la personnalité de... Bouteflika.

K. A.

YOUNSI, REBAÏNE ET MOHAMED SAÏD FACE À UN DILEMME

Saisir Abdelaziz pour se plaindre de Bouteflika !

Les représentants des candidats Djahid Younsi, Fawzi Rebaïne et Mohamed Saïd au sein de la Commission nationale politique de surveillance de l'élection présidentielle sont confrontés à une situation inextricable à cause des dépassements provoqués par les partisans du président-candidat. Pour y remédier, ils ont tenté de saisir officiellement... Abdelaziz Bouteflika.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Rien ne va plus au sein de la Commission nationale politique de surveillance de l'élection présidentielle. «La commission est totalement divisée», ont déclaré, hier, Rachid Lourari, Abdesslam Kessal et Mohamed Sediki, représentant respectivement les candidats Mohamed Saïd, Djahid Younsi et Fawzi Rebaïne, lors d'une conférence de presse animée au siège du parti Ahd54.

Les trois délégués ont accusé Mohamed Teguaia d'avoir provoqué la crise qui secoue la Cnpsep. «Le 10 mars dernier, les représentants des cinq candidats ont tenu une réunion avec le coordinateur. Un procès-verbal comprenant une série de revendications a été signé par toutes les parties.

Mohamed Teguaia était chargé de remettre ce document aux autorités compétentes. Il s'avère qu'il ne l'a pas fait. Par la suite, nous avons saisi officiellement le

Premier ministre en sa qualité de président de la Commission de préparation des élections. Mais nous n'avons reçu aucune réponse», a expliqué Rachid Lourari. Selon ce dernier, la situation s'est compliquée avec le lancement de la campagne électorale. «Il nous a été impossible de tenir une plénière de la Cnpsep pour étudier et délibérer sur les dépassements signalés par les candidats.

Certains représentants de partis politiques (acquis à la cause de Abdelaziz Bouteflika) s'absentaient afin que le quorum ne soit pas atteint.» «Le coordinateur de la commission multiplie les manœuvres dilatoires. Son seul objectif étant de gagner du temps jusqu'à la tenue du scrutin», a souligné, pour sa part, Mohamed Sediki.

Il a fallu attendre le 22 mars pour que se tienne une première plénière. Les délibérations sur les nombreux dépassements sont adressées aux autorités, mais demeurent sans suite.

Rachid Lourari dresse une liste non exhaustive des cas signalés par les candidats : «Non-respect des critères de représentativité des partis politiques au sein de la Cnpsep, non-respect des procédures d'affichage, utilisation abusive de moyens commerciaux, utilisation des deniers et des moyens de l'Etat, paralysie de la circulation en faveur d'un candidat et au détriment d'un autre candidat en campagne dans une même ville...» Il est clair que la quasi-totalité des griefs concerne un

seul et unique candidat Abdelaziz Bouteflika.

«Il s'avère que les délibérations n'ont jamais été adressées à qui de droit. Mohamed Teguaia ne les a jamais remises», soulignent, toutefois, les trois intervenants. Et pour remédier à cette situation, les représentants des candidats décident alors de saisir officiellement le président de la République !

«Nous faisons la différence entre Abdelaziz Bouteflika, candidat à l'élection, et Abdelaziz Bouteflika, président de la République. Ce sont deux personnes morales qui se rejoignent dans une personne physique», tente d'expliquer Abdesslam Kessal.

Sauf que cette initiative inédite finira par capoter.

«La majorité des membres de la Cnpsep avait accepté le principe d'une lettre officielle adressée au président de la République. Mais dimanche, au moment d'adopter cette résolution, la plupart d'entre eux se sont rétractés», a regretté Rachid Lourari.

Les intervenants ont précisé que cette rencontre avec la presse n'est qu'une première mesure visant «à tirer la sonnette d'alarme». «Nous avons le courage de prendre d'autres décisions», a menacé Mohamed Sediki. Un retrait définitif de Djahid Younsi, Fawzi Rebaïne et Mohamed Saïd de la course électorale ? «Tout est possible», a renchéri le représentant du secrétaire général de Ahd 54.

T. H.

MOUSSA TOUATI À KHEMIS MILIANA :

«Ils ont fait pression sur Abdelaziz Bouteflika pour un 3^e mandat»

Moussa Touati, secrétaire général du Front national algérien FNA, a animé hier à 14h au cinéma Kawakib à Khemis-Miliana, un meeting auquel ont assisté des jeunes.

Dans son allocution, Moussa Touati a mis l'accent sur «les conditions difficiles auxquelles est confronté le peuple». Citant, à titre d'exemple, «les conditions pénibles que vit l'enseignant dans l'exercice de son travail». «Des classes surchargées, chose qui est nuisible pour l'enseignant mais aussi pour les apprenants, dira-t-il, alors que leurs enfants étudient à l'étranger». Evoquant le problème de l'emploi, l'orateur dénonce le dispositif du filet social. «3 000

DA par mois ce n'est pas un salaire, donc ce n'est pas un emploi.» Et de continuer : «On nous parle de la création de 3 millions d'emplois, qu'on nous dise comment, alors que la population active n'est que de 1,2 million».

Concernant la manière avec laquelle se déroule cette campagne pour l'élection présidentielle, Moussa Touati avertit l'assistance : «Ils vont vous donner 2 000 DA pour vous acheter, mais vous allez mendier durant

les 5 années à venir... Ils veulent acheter votre dignité avec 2 000 DA.» Evoquant son propre cas, Moussa Touati se qualifie de «mouton de l'Aïd à sacrifier». Concernant les moyens mis en œuvre pour le candidat Abdelaziz Bouteflika, le secrétaire général du FNA trouve scandaleux tout ce gaspillage, ces portraits géants et «plus scandaleux encore d'ordonner, sous la menace, à l'administration, à ses agents de se mobiliser au profit du candidat-président». Et de s'interroger : «Qui est-il ? Qu'a-t-il de plus que nous ?» Suite à quoi, il change-

ra de cible en s'attaquant à une catégorie qu'il ne nomme pas, se contentant d'employer des «on» et des «ils». «Ils ont fait pression sur lui pour qu'il accepte d'accomplir un 3^e mandat alors qu'en fait, ce sont "eux" qui n'ont pas fini leurs affaires.» Moussa Touati n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger les gouvernants : «Vous êtes incapables de nous mener loin», les accusant «d'obéir aux hautes sphères étrangères». Se faisant généreux, il lancera : «Vous ne serez pas jugés, vous avez pris ce que vous avez pris... mais laissez-nous libres !»

Les responsables du FLN n'échapperont pas aux critiques acerbes de Moussa Touati. «Le FLN nous appartient à tous. Il a été créé pour nous donner la liberté et non pour nous la confisquer.» Concernant le problème du logement, thème très développé ici est là, le leader du FNA dira : «On nous dit que maintenant, la paix est revenue, vous pouvez rester dehors jusqu'à 5h du matin mais, savent-ils que si beaucoup de citoyens restent dehors, c'est parce qu'ils n'ont pas où dormir, beaucoup dorment à tour de rôle.»

Karim O.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Messahel préside un rassemblement à Bruxelles

L'Alliance présidentielle pour la zone III (Europe moins la France) a invité, avant-hier à Bruxelles, M. Abdelkader Messahel, ministre chargé des Relations afro-maghrébines, pour animer un grand meeting à la place de la Vaillance dans la capitale belgo-européenne.

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Ce dernier a, comme prévu, dressé le bilan des deux mandats du président sortant. Devant une salle pleine, et il faut le

relever, tout acquise à Bouteflika, l'orateur a mentionné les réalisations et les acquisitions de l'Algérie depuis 1999. Réconciliation nationale, retour de l'Algérie sur la scène internationale, paix,

ambitieux programme de logements, autoroute Est-Ouest, avancées significatives des travaux du métro et du tramway, nombreux centres universitaires, écoles, autant de nouveaux acquis qui devraient, selon Messahel, permettre la réélection de Bouteflika. Le ministre a, ensuite, appelé la communauté établie en Belgique et au Luxembourg d'aller voter. M. Messahel a aussi critiqué les

appels au boycott. Relevons qu'ici en Belgique, le candidat Bouteflika joue sur du velours. Pour exemple, aucun porte-parole ou représentant des autres candidats ne s'est manifesté. Seule l'Alliance présidentielle active. Aujourd'hui, Abdelkader Messahel est à Rome pour les mêmes causes. Appeler à une participation massive pour le scrutin et réélire Abdelaziz Bouteflika.

A. M.